

# apl

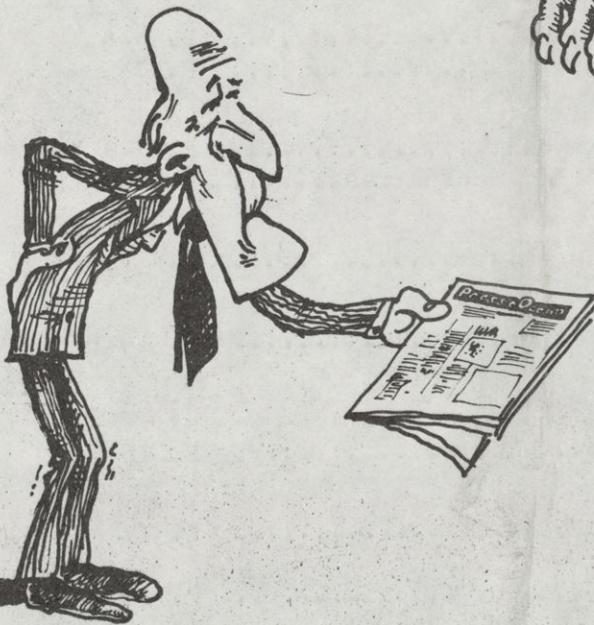


LE PELLERIN :  
la centrale  
détournée ?

# ouest INFORMATION

n° 199 / 3 oct 77 2F

# main basse sur presse ocean



# CALENDRIER

## DU LUNDI 3 AU DIMANCHE 9

Le Théâtre du Galion en Loire Atlantique et en Vendée (voir p )

### MERCREDI 5 OCTOBRE

- 20 H 30 rencontre GRIM à la Fraternité Protestante.
- L'émission de télé sur la centrale du Pellerin est reportée, cause foot-ball.
- Au Foyer de la Jeune Travailleuse place St Elisabeth à 20 H : Révo. Pop. dans le Front Cul.

### JEUDI 6 OCTOBRE

A 20 H 30 : "Voyage dans les centrales de la terre" au centre-socio-culturel du bourg de Saint Herblain.

### VENREDI 7 OCTOBRE

A 20 H 30 : "Voyage dans les centrales de la terre" à la Bernardière.

### SAMEDI 8 OCTOBRE

A 20 H 30 : "Voyage dans les centrales de la terre" au Sillon de Bretagne.

### MARDI 11 OCTOBRE

Ciné-club de Blain : "La grand muette" film sur l'objection de conscience à 20 H 30.

### VENREDI 14 OCTOBRE

Conférence-débat : la théorie des trois mondes, une thèse marxiste léniniste à la Fraternité Protestante à 20 H.

# SOMMAIRE

## PRESSE

Presse-Océan ne doit pas devenir Presse Hersant..... P. 2 à 4

## OUVRIERS

Dubigeon quatrième semaine..... P. 5-6  
A. C. B. et Brissonneau..... P. 7

## NUCLEAIRE

Le Pellerin, dérive pour la centrale..... P. 7-8  
Kalkar, parmi les flics, 70 000 anti-nucléaires..... P. 9 à 11

## QUARTIERS

Nantes-Nord : cela ne peut plus durer..... P. 12-13

## ECOLE

Chateaubriant, C. E. S. et lycée en grève..... P. 14-15

## ARMEE

Groupe de Résistance et d'Information à la Militari-  
sation..... P. 16

## CULTURE

"Gauche, droite, gauche, droite !"..... P. 17  
Au secours d'Antirouille ;  
Théâtre du Galion..... P. 18

# PRESSE - OCEAN

ne doit pas devenir

Les journalistes du S.N.J. ( Syndicat National des Journalistes ), C.G.T. et C.F.D.T. de Presse-Ocean, étaient en grève vendredi 30 septembre. La grève avait été votée par 39 voix pour, ( sur 78 ), 5 non et une abstention. Les journalistes entendaient ainsi montrer à la direction du journal leur désaccord, et surtout informer l'opinion publique des dangers qui menacent l'information à Nantes. Voici pourquoi ...

## Un projet

La S.E.R.P.O.-Presse-Ocean ( Société d'Edition de la Résistance et la Presse de l'Ouest ) envisageait depuis plusieurs années de transférer son imprimerie et la rédaction dans la Z.I. de St Herblain sur un terrain qu'elle possède déjà ( garage ).

Le journal aurait conservé ainsi son indépendance technique et rédactionnelle.

Mais voilà. Lundi 26, le personnel apprend que la direction renonce à son projet de St Herblain. Hersant ayant déjà près de Sautron une imprimerie ( qui tire le Figaro, France-Soir, le Journal du Dimanche, pour la région ), Presse-Ocean veut passer un accord avec lui, pour implanter dans le même local une seconde rotative. L'ensemble de ce matériel ( Hersant + Presse-Ocean ) serait géré par une S.A.R.L. d'exploitation à 50/50. L'imprimerie et l'expédition seraient supprimées rue Santeuil à Nantes, où est tiré Presse-Ocean actuellement, le personnel transféré, mais il y aurait quand-même 30 à 50 suppressions d'emplois : postes d'ouvriers du livre C.G.T. La rédaction, la photogravure et la clicheuse ne seraient en principe pas touchées.

## gros sous obligeant...

La direction a expliqué vendredi aux journalistes que ce choix avait été fait pour des raisons financières, Presse-Ocean réalisant trop peu de bénéfices pour l'investissement prévu à St Herblain, mais pouvant s'orienter vers un investissement moins

# PRESSE HERSANT



Il ya des occasions où il faut savoir passer la main

lourd près de Sautron... avec Robert Hersant !

Quand il s'agit d'expliquer les nécessités techniques et financières d'une restructuration, les patrons sont toujours très forts. Les journalistes ont immédiatement réagi à ce projet d'accord ( ce n'est pas signé, mais le P.D.G. dit que... " parole donnée d'Hersant ... vaut signature " ).

Assemblée Générale lundi soir, à chaud. Seconde A.G., à têtes reposées, mercredi matin. Avec des nuances, une ligne commune se dégage. Les journalistes trouvent que l'affaire comporte beaucoup d'inconnues, et surtout s'inquiètent :

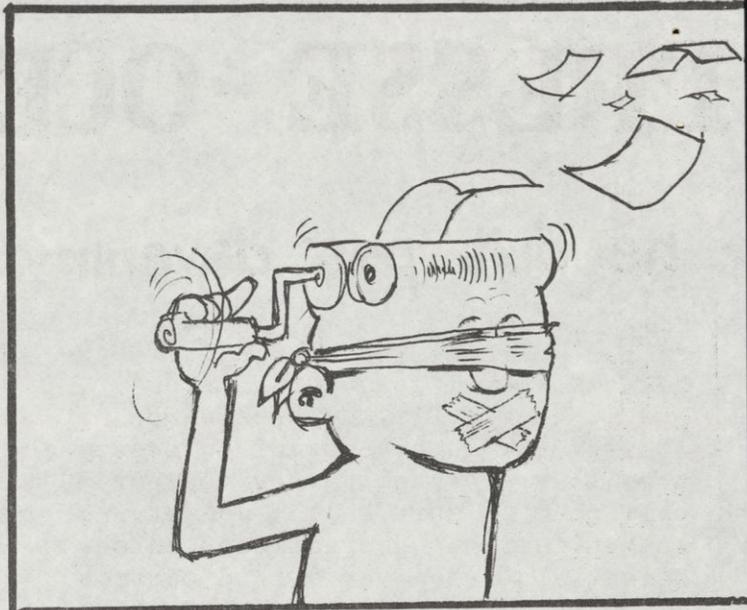
- en perdant la maîtrise complète de son impression et de son expédition, Presse-Ocean perd une partie importante de son autonomie ;

- la similitude avec les autres achats ( Nord-Eclair, Paris-Normandie, France-Soir, etc...) du monopole Hersant ( 10 quotidiens, 20% de la presse française ), est très grande. A chaque fois on trouve un journal petit ou moyen en difficulté rédactionnelle ou financière. Ses projets d'avenir semblent durs à gérer. Hersant arrive en sauveur. On commence par tronçonner l'entreprise en plusieurs sociétés avec d'un côté la rédaction, et de l'autre l'imprimerie qu'Hersant aide " momentanément ". Puis, un jour, on sort des pages communes, ( télé ou informations générales par exemple ).

Ce sera très facile à Sautron : France-Soir, le Figaro, seront imprimés dans le même local. Enfin, à terme, vient le tour de la rédaction: licenciements des

" gêneurs " politiques, information à sens unique au service du pouvoir de l'argent.

Le scénario est trop connu pour que les journalistes, et les lecteurs, ne s'inquiètent pas. La direction du concurrent Ouest-France a d'ailleurs les mêmes inquiétudes, puisqu'elle envisage de sortir ses éditions de Loire-Atlantique et Vendée en offset ( couleur ) dès l'été 78. Pourquoi ? sinon répondre à la poussée d'Hersant.



## la grève

Mercredi, l'A.G. arrête le principe d'une grève de 24 heures vendredi, et envoie à la direction une lettre demandant :

- un engagement qu'elle ne traîtera pas avec Hersant quant à la rédaction ;
- la publication dans le journal de la liste des actionnaires avec le pourcentage, comme l'exigent les ordonnances de 1944.

Refus net de la direction vendredi. La grève est effective pour le S.N.J., la C.G.T. et la C.F.D.T. La C.F.T.C. qui avait pourtant signé la lettre des syndicats, ... continue de travailler ( une dizaine ).

La grève ne sera pas inactive. Dans la journée, des lettres seront faites pour informer les élus, organisations et syndicats de la région. Conférence de presse également. Le lendemain samedi, une dizaine de représentants de l'Intersyndicale vont à Paris participer activement à la journée nationale pour la liberté de l'information organisée notamment par la Ligue des Droits de l'Homme.

L'action n'est pas terminée pour autant.

## Presse. Océan sort quand même

Vendredi dans l'après-midi, la direction décide quand-même de sortir un journal samedi avec les non grévistes.

Elle envoie elle-même les textes et le journal sortira avec 10 pages de publicité et 7 ou 8 pages rédactionnelles.

A signaler que d'ordinaire, les ouvriers du livre C.G.T., quand les journalistes sont en grève, refusent de monter

des pages qui n'ont pas été confectionnées par les journalistes titulaires habituels des postes. Vendredi, ils ont monté même les pages envoyées par la direction ou par des non grévistes non titulaires, rompant l'accord.

Ils ont ainsi contribué de fait à briser la grève des journalistes S.N.J., C.G.T., C.F.D.T., majoritaires.

Dommage, entre camarades ...

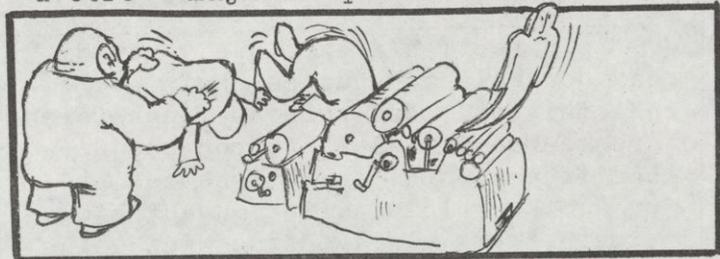
## Quelques précisions

On entend souvent dire : Presse-Océan ou la presse d'Hersant, c'est la même chose. Attention, pas de confusion.

Si le contenu idéologique de " Presse-Océan " et de " Paris-Normandie " ( Rouen ) par exemple, est voisin; il y a une énorme différence politique, syndicale et journalistique.

Presse-Océan, malgré ses lacunes, donne des informations politiques, syndicales, sociales, et présente une certaine pluralité de l'information, même déséquilibrée.

A " Paris-Normandie " la chronique sociale n'existe plus, l'information est systématiquement à sens unique, les syndicats sont décapités : pour être embauché, il est fortement conseillé aux journalistes d'adhérer à la C.G.C. et d'être " majorité présidentielle ".



# LA FIN DU DROIT DE GREVE?

Pour les journalistes, l'exercice du droit de grève doit être sanctionné par la non parution du journal le lendemain. Or vendredi, la majorité de la rédaction était gréviste... et le journal est paru quand même samedi.

C'est une conséquence de la modernisation de la technique : il y a toujours des articles en mémoire dans l'ordinateur, les informations des agences arrivent toujours. Cette neutralisation de la grève est une conséquence de la modernisation des techniques et de la division du personnel de l'entreprise.

Le monopole peut encore accroître cet effet.

EXEMPLE : " Presse-Ocean " imprime près de Sautron à coté des rotatives de Hersant ( Le Figaro ).

- les journalistes sont en grève : on emprunte des pages au Figaro ( à quelques mètres ) et le journal sort avec les non grévistes.  
Cas de France-Soir en 1976.

- les ouvriers du livre C.G.T. de Presse-Ocean sont en grève : le journal sort imprimé sur les rotatives voisines de R. Hersant.  
Cas du Parisien-Libéré en 75.

La division du personnel est l'une des premières armes du patronat de presse et de Hersant, le " champion du journalisme couché ".

## QUI EST HERSANT?

Robert Hersant se fait remarquer pendant la guerre pour ses actes de collaboration. Il est inculpé en 1945, mais l'affaire est étouffée...

C'est aussi un vulgaire escroc, condamné pour trafic de conserves ( destinées à la Jeunesse Pétainiste ! ) et pour une souscription fantôme d'annuaires du tourisme.



En 1956, il est candidat radical-socialiste. Mais son élection est annulée. En 1962, il est député gaulliste, et en 1967 député F.G.D.S. En 1968 et en 1969, il est devenu " réformateur " sous le parrainage de Lecanuet.

Aujourd'hui, il gravite autour du R.P.R.

Le groupe Hersant contrôle 32 journaux et bénéficie du soutien inconditionnel des grandes banques et du gouvernement.

## Enquête A.P.L.



Le JOURNALISME selon HERSANT!... JUSTE UN CHANGEMENT DE LIGNE...

## ENFANTS 6-8 ans

Un nouveau collectif parents-enfants commence à fonctionner pour les enfants de 6 à 8 ans.

Contactez Bénédicte CHOUIN, 36 rue du Préfet Bonnefoy à partir de 19 heures.

# DUBIGEON

4<sup>e</sup> SEMAINE

Pas de négociation

=> Toujours Occupation

Cette quatrième semaine de grève chez Dubigeon a surtout été marquée par la tentative de la direction d'organiser les non-grévistes pour en faire une force pour la reprise du travail, tout en réaffirmant qu'elle était contre toutes négociations sur les nombreux points en litige avec les organisations syndicales CGT et CFDT.

## "DES PETITES SOURIS CHEZ LES JAUNES"

En effet, lundi, la direction mettait sur pied un "comité pour la reprise du travail" composé de quelques cadres à sa solde et à l'aide du fichier du personnel (adresses, numéros de téléphone) et de certains cadres, les "tièdes" étaient invités à se réunir "presque spontanément" au champ de Mars mardi à 8 H 30.

Là, on devait retrouver environ 300 personnes disparates : direction, cadres membres du "comité", cadres de la CGC venus en observateurs, quelques mensuels et une poignée d'ouvriers venus, soit aux nouvelles, soit s'inquiéter s'ils seraient payés, ou simplement pour se faire voir de leur chef de service.



Mercredi matin, même réunion avec le même nombre de participants (n'en déplaie au "comité" qui en voyait 500 !)

Suite à une déclaration de la direction et d'un porte-parole du "comité" une proposition était faite pour aller tout de suite à la mairie en cortège ; bilan du vote : 100 pour, 100 contre, 100 abstentions, bref, c'est pas l'homogénéité souhaitée.

Devant ce résultat, rendez-vous est donné le jeudi matin dans la cour de la Mairie.

Une délégation du comité était reçue à la Mairie pour finalement s'entendre dire par les conseillers municipaux que la balle était maintenant dans le camp de la direction pour l'ouverture de négociations et que puisque que celle-ci était là, ce n'était pas le Maire qu'il fallait voir mais cette direction intransigeante.

Ensuite, un porte-parole du "comité" annonçait que la journée de lundi allait être déterminante pour la reprise du travail et rendez-vous est pris pour 8 H. devant l'Île Gloriette sans la présence de la direction cette fois-ci ! (Haute stratégie oblige, si au début la direction ne s'était pas montrée avec le comité, ils auraient fait un bide encore pire !).

Donc, lundi matin risque de voir un essai de la part de ceux-ci de vouloir rentrer dans le chantier mais vu leur nombre (on ne peut pas dire qu'ils soient majoritaires il y a 2 500 travailleurs chez Dubigeon !), ils trouveront du monde en face.

D'autant plus qu'un meeting de l'ensemble de la métallurgie nantaise est prévu pour lundi matin 10 H 00 à la boîte et à l'appel des Unions Métaux CGT, CFDT...

En réfléchissant un peu, on peut dire que la direction de Dubigeon (avec l'aide du patronat et des pouvoirs publics) essaie actuellement de briser la combativité qui existe chez Dubigeon, boîte-pilote au niveau syndical nantais.

L'enjeu de notre lutte, en plus de nos revendications propres à l'entreprise, est donc très important, car après l'échec de la riposte au plan Barre, il ne faut pas qu'on concède une nouvelle défaite sinon le mouvement ouvrier mettra du temps à s'en remettre.

C'est l'ensemble de la métallurgie nantaise qui sera alors démantelée.

## DU CÔTÉ DES GRÉVISTES

Depuis cette semaine, on s'est vraiment installé dans la grève et dans la possibilité de poursuivre le mouvement, vu le refus de direction de négocier.

La première chose à mettre en place est donc la solidarité financière.

Les Mairies ont débloqué des bons d'entraide de 25 F. par semaine et par personne à charge, des interventions sont faites pour reculer les échéances des impôts locaux et des organismes prêteurs.

Des collectes vont être organisées dans les boîtes par les syndicats. Des contacts ont été pris avec les organisations paysannes, FDSEA et Paysans Travailleurs.

Vendredi a eu lieu la première vente de produits à prix coûtant (lait 1,00 F., choux 0,50 F., carottes 0,80 F.) et plusieurs agriculteurs du canton de Saint Philbert sont venus discuter avec les ouvriers des problèmes des paysans qui rejoignent ceux des ouvriers face au capitalisme.

Lundi et mercredi, de telles ventes-débats vont se renouveler ainsi qu'éventuellement deux ou trois fois par semaine par la suite.

Des médecins du Syndicat de la Médecine Générale sont venus apporter 1 500 F. (paiements des honoraires des médecins du SMG le 24 mai, journée de grève nationale et destinés à être reversés à une entreprise en grève) et un débat aura lieu mardi matin où ils expliqueront leur vision de la médecine aux ouvriers.

Bref, les témoignages de solidarité affluent et aident à garder le moral

et apportent des sous pour continuer à vivre, ce qui n'est pas négligeable.

Ainsi, les repas du midi seront désormais servis gratuitement par les services municipaux.

La majorité des travailleurs de Dubigeon et leurs organisations syndicales CGT, CFDT pour lesquelles il n'est pas question de reprendre le travail tant que la direction ne voudra pas négocier, sont donc bien armés pour pouvoir tenir la semaine prochaine si tous se sentent solidaires d'eux et conscients de l'enjeu de leur lutte...

La suite au prochain numéro...

Correspondant Dubigeon

## PAS DE GALA

Nous avons annoncé dans le dernier numéro la tenue d'un gala de soutien organisé par la commission "Animation" mise en place par le comité de grève.

L'information nous avait été fournie par un des membres de cette commission. Il s'est révélé par la suite qu'il s'agissait purement et simplement d'une initiative individuelle ne correspondant aucunement à la volonté de l'ensemble des membres de la commission.

Nous espérons que les grévistes et les travailleurs qui ont voulu témoigner leur solidarité en se déplaçant nous excuseront de ce mauvais coup dont nous avons été aussi les victimes.

A. P. L.

## bruits et chuchotements aux A.C.B...

Des bruits courent aux A. C. B les mêmes licenciements qu'à DUBIGEON sont prévus pour les plus de 56 ans et pour certains garçons qui travaillent dans de petits ateliers de mécanique.

D'où viennent ces rumeurs ?

Toujours est-il qu'un comité d'entreprise a eu lieu lundi 26 septembre ; tout le monde est sur le qui-vive.

Or aucune de toutes ces mesures n'est annoncée. Au contraire, la direction ne fait que rassurer tout le monde sur la bonne marche des A. C. B. prospérité etc...

Et même, la direction en rajoute en disant aux délégués syndicaux : "J'espère que vous n'êtes pas trop déçus" ? !!!!

Est-ce que les mesures seront annoncées au prochain comité d'entreprise quand la grève de chez Dubigeon sera terminée ? ?

Les patrons craindraient-ils un grand mouvement dans la métallurgie ?

correspondant A. P. L.

## BRISSONNEAU - LOTZ - MARINE :

# Les grands fonds?

BRISSONNEAU est également à l'ordre du jour de la Métallurgie nantaise.

Un projet de licenciement de 59 personnes âgées de plus de 56 ans et 8 mois est à l'étude.

Selon la CFDT, ces licenciements ne découlent pas seulement de la crise de la construction navale, mais tout autant des conséquences des orientations de restructuration de la société, Empain Schneider, propriétaire de B. L. M.

Cette restructuration entraîne :

- le dépérissement de certains secteurs par manque de moyens et d'équipement (chaudronnerie et étude) ;
- le sous-équipement d'autres secteurs comme la réparation électrique ;
- la sous-traitance de certains travaux qui pourraient être faits à B. L. M.

Conséquences pour les travailleurs :

- réduction d'horaires, licenciements individuels, déplacements dans d'autres entreprises et d'autres régions, détérioration des conditions de travail.

## NUCLÉAIRE.

# LE PELLERIN: dérive pour la centrale?

lettre de Fourcade à Richard (député R.P.R.)

### AU MOIS DE JUILLET...

Après l'enquête d'utilité publique du Pellerin le maire de Cheix, Paco, le Maire du Pellerin Vilaine, et le député Richard sont allés à Paris rencontrer le chef du cabinet Monory.

Ils lui expliquent que le site du Pellerin ne peut pas du tout convenir à cause du nombre d'habitations qui disparaissent et ce que cela entraîne comme difficulté de recyclage pour les gens concernés.

Il leur est alors répondu :

D'accord pour un aménagement du site, mais de toute façon, il faut une centrale en Basse-Loire.

Alors que les élus se concertent pour proposer un autre site.

### ... ET AU MOIS DE SEPTEMBRE :

Il semble que Richard ait proposé un autre site que celui du Pellerin à en croire la lettre suivante qui est arrivée en Mairie.

Mr FOURCADE  
Ministre de l'Équipement  
et Aménagement du Territoire

Paris le 13 septembre 1977

A Monsieur RICHARD  
député maire de Loire-Atlantique,

J'ai bien reçu votre lettre du 23 juillet attirant mon attention sur les problèmes que pose le projet d'implantation d'une centrale nucléaire au Pellerin.

Vous n'ignorez pas que la détermination des sites... nécessite des études préalables très longues...

E. D. F. n'est autorisé à déposer une demande d'utilité publique pour un site donné que dans le cas où toutes les études préliminaires ont fourni des résultats favorables. Il en a été ainsi pour le site du Pellerin, examen minutieux de cette région de l'estuaire.

Je crains donc que votre proposition de déplacer la centrale de quelques kilomètres ne se heurte à une difficulté majeure qui est la mauvaise revue du sous-sol dans la zone que vous proposez. J'ai néanmoins saisi le ministre de l'industrie de votre demande afin qu'une réponse précise vous soit faite sur ce point.

(suivent des considérations concernant la sécurité).

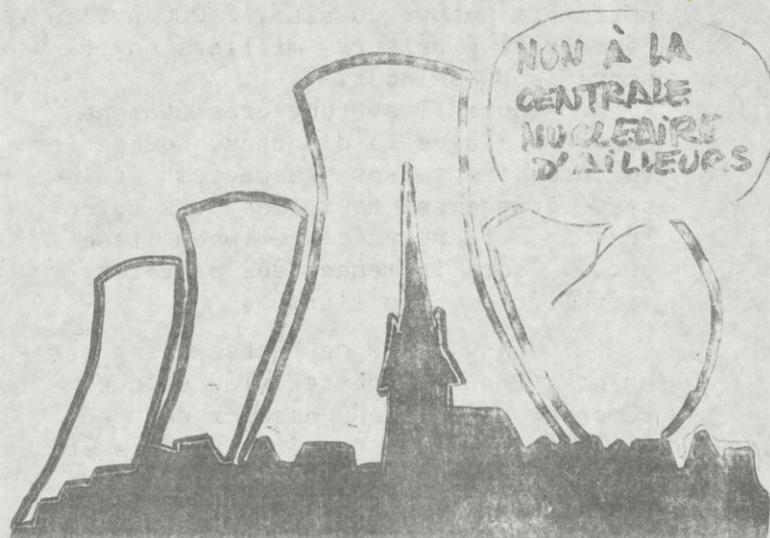
correspondant APL



Certains élus et les pouvoirs publics recherchent une "solution" : preuve que notre lutte les embarasse, mais pour nous, cela ne change rien : rappelons-nous les mots d'ordre des manifestations : "!! Au Pellerin comme ailleurs non au nucléaire !"

Le comité de l'environnement de Saint Herblain fait la projection d'un film : "Voyage dans les centrales de la terre", à Saint Herblain au centre socio-culturel...

- BOURG DE SAINT HERBLAIN : le 6 octobre à 20 H 30
- LA BERNADIÈRE : vendredi 7 octobre à 20 H 30
- SILLON DE BRETAGNE : samedi 8 octobre à 20 H 30.



# KALKAR

parmi les flics,  
70.000  
anti-nucléaires



**POURQUOI SEULEMENT 8 PERSONNES A NANTES** Vendredi 15 H., seulement 8 ? personnes et deux voitures prennent le chemin de Kalkar.

Absence de publicité sérieuse ? Pourquoi le CRIN a-t-il appelé à Malville et pas à Kalkar ? (restons français ?).

Certes, nous avons retrouvé d'autres nantais là-bas (en tout, une vingtaine sans plus) mais chacun était venu par ses propres moyens.

Combien ne sont pas venus faute de transport organisé ? ?

## UN CLIMAT DE GUERRE

Que pouvait-il se passer après Malville, sinon le "match retour" des "terroristes français" en R. F. A. ?

Les journaux allemands annonçaient depuis une semaine des affrontements véritables et seuls les mauvais citoyens et les "terroristes" (on sait ce que veut dire ce mot en R. F. A. et ce que cela entraîne) seraient à KALKAR.

En effet, dès la frontière allemande, nous avons vu ce que pouvait être un climat de guerre.

## DISPOSITIF POLICIER SANS PRÉCÉDENT...

La veille de la manifestation, les autorités avaient mis en place un dispositif policier sans précédent : 7 500 policiers autour du site, 2 000 à l'intérieur et plusieurs milliers en réserve à Dusseldorf.

Toutes les frontières étaient bouclées ; à celle d'Aachen, toutes les voitures françaises "suspectes" étaient systématiquement fouillées puis refoulées au moindre prétexte (pneu lisse etc...) sous la menace des pistolets mitrailleurs et de l'armée.

Une voiture de Nantes passa par chance, l'autre fut refoulée et dut remonter en Hollande essayer deux autres postes avant de réussir à passer par un minuscule poste après bien des histoires.

Par la suite, nous apprimes que 6 cars parisiens avaient été

refoulés également et que plusieurs dizaines de cars hollandais restaient à la frontière.

## MÊME LES TRAINS SONT FOUILLÉS

Dans tout le pays, les routes principales étaient bloquées par la police ; des longues files d'attente et les fouilles interminables se multipliaient.

Le train venant de Bonn fut bloqué par des hélicoptères et des unités parachutées : un millier d'anti-nucléaire fut obligé de faire le reste du chemin à pied.

Les berlinois ne purent sortir de leur ville, de même à Hambourg où plusieurs milliers de personnes manifestèrent sur place.

Combien de manifestants ne purent soit entrer en R. F. A. soit aller à Kalkar ?

Sans doute des milliers et des milliers.

## BARRAGE SUR L'AUTOROUTE

Lors d'un barrage sur l'autoroute de Aachen à Dusseldorf, nous avons pu voir comment agissait la police.

Après plusieurs heures d'attente et de pour-parlers, les manifestants donnèrent un ultimatum : "si la route n'est pas ouverte, les anti-nucléaires bloqueront la nationale en dessous".

A peine le barrage commencé, la police libéra le passage sur l'autoroute.

## KALKAR EN ÉTAT DE SIÈGE

L'arrivée à Kalkar ne fut pas triste. La ville était en état de siège, la police canalisant les manifestants entre les barbelés, les chicanes et les blindés,

A peine étions-nous dans la ville, trois hélicoptères-transport de policiers se posèrent dans la ville et encerclèrent des militants du K. B. W. (maos allemands assez "physiques") pour fouiller leurs camionnettes.

Dans le ciel, une douzaine d'hélicoptères paraient et survolaient la ville



à quelques dizaines de mètres, sans plus. Pour parfaire le tout, la police des chemins de fer surveillait la gare et les passages à niveau (avec chiens policiers).

Bref, une gigantesque démonstration de force destinée à nous impressionner (ce fut une réussite, on se demandait dans quel "piège" allions nous tomber).

Après un court meeting sur la place, les français (environ 3 000) décidèrent de s'intégrer par petits groupes dans le cortège, afin de ne pas répéter les erreurs de Malville.

La délégation nantaise fut particulièrement "vivante" et remarquée, contrastant avec l'ambiance anxieuse qui régnait alors. Un de nos slogans : "Kalkar - boudin" se tailla un petit succès.

Après 3 km de marche vers la centrale, la manifestation entra en zone interdite, alors les "révisionnistes" (sic) du K. D. P. annoncèrent des incidents en tête de manif (ce qui était faux) et tentèrent de faire dévier la manif.

Aussitôt, la coordination des comités (B. B. U et B. U. U.) reprit les choses en main.

L'arrivée devant la centrale-forteresse fut hallucinante : des milliers de casques de policiers brillaient sous la lumière des projecteurs des miradors.

Le cortège passait à 1,5 M des grilles de la centrales et des

forces de police, derrière un service d'ordre serré, efficace et cependant discret dans le reste de la manif.

Malgré l'interdiction 50 000 à 70 000 personnes se regroupèrent dans le champ de Mr Maas.

L'objectif initial était atteint sans aucun incident.

La dispersion se fit en bon ordre (nous reviendrons sur la très forte organisation des comités en R. F. A.)

Faisant le bilan de la journée, la coordination déclara : "Le succès et le caractère pacifique du défilé vont permettre à tous les citoyens de participer au débat nucléaire. Une certitude est apparue çci aux yeux de tous : la société nucléaire est forcément policière".

Le succès de la "démonstration", dans ce contexte, fut supérieur à toutes les espérances.

### KALKAR, MALVILLE... ET APRÈS ?

Mais quelle efficacité est possible dans un tel contexte socio-politique ?

Pour des étrangers, ce contact avec l'atmosphère allemande est édifiant.

Si en France la police est sauvage et en général aimée, en Allemagne, elle apparaît surpuissante et en général admise par la population comme une nécessité pour la sauvegarde de l'ordre contre les "terroristes", contre l'escalade de la violence (il nous est arrivé, lors d'un barrage sur l'autoroute de nous faire insultés par des touristes allemands).

Cette inconscience collective est évidemment entretenue par les médias qui maintiennent un climat de psychose collective surprenant quiconque arrivant dans ce pays.

Certains jours comme ce samedi 24, le manichéisme de cette idéologie est frappant, il y a les bons citoyens et les autres.

La marge reste très étroite pour l'opposition : entre la clandestinité et le réformisme il n'y a qu'un pas.

Il ne reste plus d'autorisé que le spectacle d'une lutte réglée par le pouvoir.

A la fin de la manif, cars de police et cars de manifestants firent route commune les uns derrière les autres : chacun rentrant chez soi, chacun avait joué son rôle, la représentation était terminée.

Voilà en dernier ressort ce que l'on peut craindre. L'efficacité de l'action ne peut donc se faire que dans cette étroite concession. Il est évident qu'une telle forme d'action cherche l'efficacité seulement dans son impact au niveau de la population et des médias.

Il ne peut être question de victoire violente sur les forces de l'ordre.

C'est pourquoi le but semble avoir été atteint le 24.

Car, malgré les imposantes forces de police, les manifestants, par leur nombre et leur détermination ont su exercer la pression suffisante sur la police pour <sup>que</sup> celle-ci soit obligée d'ouvrir les soupapes de sécurité (les barages) pour éviter un affrontement meurtrier.

C'est dans cet équilibre sans cesse remis en cause qu'a pu se définir l'action.

### L'ETAT POLICIER ALLEMAND

Et ce n'est pas un hasard si la presse fut obligée de parler du nombre de manifestants pour faire l'éloge de la police "A vaincre sans péril on triomphe sans gloire".

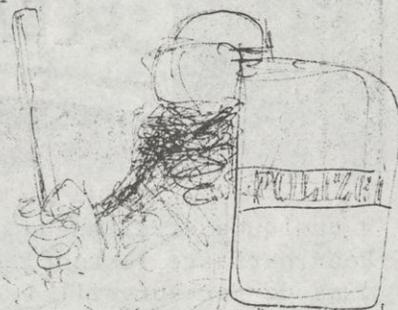
Ce qui importait donc en Allemagne c'était le nombre des manifestants et leur détermination (la police ne s'y trompait pas et ce n'est pas un hasard si son rôle était d'abord de réduire leur nombre).

L'arme de l'Etat est d'abord l'arme psychologique.

L'état de psychose collective qu'il crée est le meilleur garant de l'ordre. C'est pourquoi à Kalkar, il était primordial d'être nombreux et de toutes nationalités pour montrer au gouvernement l'échec de son intimidation.

C'est ce que n'ont pas compris semble-t-il beaucoup de français (pour les nantais, Kalkar n'était guère plus loin que Malville).

L'épouvantail de la police allemande effraie encore trop de monde et surtout laisse si peu de place pour une action efficace qu'il est effectivement très difficile de se déterminer pour telle ou telle forme de lutte que sûrement nous pensons efficace.



Cependant, s'il est une leçon à tirer, c'est bien celle que nous livre la déclaration du ministre de l'Intérieur.

Tant qu'il ne s'agit que de la contestation pacifique de l'atome, chers citoyens, on vous écouterà (ça ne coûte rien) et on vous protégera de l'ennemi intérieur.

Mais gare à ceux qui remettent l'Etat en cause par ce prétexte. Tant que les écologistes resteront récupérables, la police les aidera. La démocratie ne supporte pas la contestation radicale.

Sa meilleure garantie est la violence quotidienne de l'Etat.

Si vous n'êtes pas d'accord, dites le avec des fleurs et allez bien vite vous cacher. La politique est l'affaire du Parlement, le droit l'affaire des tribunaux.

Où est la parole du "citoyen" ? ?

Correspondants A. P. L.

NANTES - NORD :

"cela ne peut plus durer"

Une conférence de presse a été réalisée par le collectif d'animation du Centre social du Bout des Landes pour faire connaître la situation très grave du problème de l'animation, des équipements, mais aussi pour porter à la connaissance de tous les blocages qui aggravent cette situation.

LE QUARTIER

Ce qui frappe quand on arrive dans ce quartier situé après le Pont du Cens sur la route de Rennes, c'est justement le fait qu'on a l'impression que l'on n'a pas affaire à un véritable quartier mais des cités dortsoirs séparées les unes des autres par des grandes voies ou par des lotissements.

Pas de plan d'ensemble mais des cités posées là au hasard des terrains libres.

On a également l'impression d'un quartier en perpétuel chantier, où les opérations immobilières (surtout HLM) viennent combler les trous encore disponibles où les enfants auparavant pouvaient jouer.

Bien sûr, on ne demande pas l'avis des gens pour l'aménagement.

C'est ainsi que l'on voit surgir des constructions telles que la prison de Nantes, des autoroutes telles que la voie de déviation Nord de Nantes qui coupe le quartier en deux.

Des projets : l'autoroute A 11 qui passe à 10 mètres des maisons des Bruyères, le cimetière Nord (84 ha, l'espace qui était autrefois utilisé comme lieu de promenade pour les gens du quartier...)

Le Quartier est composé de plusieurs cités : les Bruyères (100 logements), le Bout des Landes (900 logements dont 300 en construction), le Chêne des Anglais (900 logements), le Bout des Pavés (750 logements) ; soit au total, environ 8 000 personnes et si l'on ajoute la Boissière, la Petite Censive et les lotissements,

c'est près de 15 000 personnes qui vivent ici.

Bien sûr, les équipements n'ont pas suivi ; les habitants ont dû se battre pour avoir un bus qui aille jusqu'au Bout des Landes situé alors en pleine nature.

Les équipements commerciaux n'existent pas pour cette cité, les gens doivent prendre le bus pour aller à la première épicerie située à plus d'un kilomètre.

LES ÉQUIPEMENTS SOCIAUX EN CRISE

Ca a commencé par le Centre Social du Bout des Pavés . Avant il y avait deux postes d'animateurs : une est partie en congé de maternité et n'a pas été remplacée, le second en a eu marre, seul avec le problème des jeunes, il a démissionné :

"Les jeunes rentraient dans le centre, cassaient le matériel, embêtaient les adultes, les gens engueulaient les jeunes, il n'a plus été possible de rien faire..."

"Le centre social a été fermé.. et les HLM ne l'ont plus réouvert depuis deux ans, les gens ont été de démarches en démarches auprès des HLM pour obtenir des réparations, pour avoir des animateurs, mais rien n'a été fait" .

Au Chêne des Anglais, il n'y a pas de centre social, aussi, naturellement c'est le centre social du Bout des Landes qui sert pour toutes ces cités.

Puis, il y a eu la dissolution des C. A. E. par le Conseil Général : "Aux Bruyères, il y avait quatre éducateurs qui étaient actifs, qui avaient des locaux.

Les éducateurs ont été licenciés depuis un an.... les problèmes des gens sont pourtant les mêmes, peut-être encore pire car ils remplissaient un certain

rôle, ils aidaient les gens dans leurs démarches".

Si bien que la crise qui couvrait au centre social du Bout des Landes a éclaté au printemps dernier.

La crise a éclaté à trois niveaux : du fait que ce centre était le seul équipement social du quartier, de plus coexistent dans ce centre deux populations différentes : celle du Bout des Landes style employés et celle des Bruyères (cité de transit dont la majorité vient du Grand Blottereau). Troisièmement, le centre accueille à la fois les enfants venant des Bruyères et les adultes du Bout des Landes.

"Les adultes du Bout des Landes quand ils se réunissent le soir, les enfants voient la lumière, ils ne peuvent pas rentrer, ils montent sur le toit, cassent les carreaux... ils voient faire des choses que eux, ne font pas du style gymnastique, poterie, ça les rend agressifs... on ne sait plus que faire..."

En plus, le centre social n'est pas adapté au point de vue architecture.

Enfin, les travailleurs sociaux convoquent le collectif d'animation du centre et proposent une fermeture provisoire du centre pour mettre les pouvoirs publics au pied du mur.

Mais le collectif refuse car il a peur qu'elle devienne définitive, et qu'il a obtenu des assurances que la prévention reprendra en septembre (nomination d'éducateurs en remplacement de ceux des C. A. E.)

## RIEN N'EST RÉGLÉ

Pour le 22 septembre le collectif d'animation convoque à une réunion les pouvoirs publics : la Municipalité (élus de gauche), la caisse d'allocations familiales, la DDASS, le Conseil Général (à dominante de droite), car la prévention n'a toujours pas redémarré.

Mais, ni la DDASS, ni le Conseil Général ne viennent, c'est pourtant eux qui décident pour la prévention.

"Ce soir là, on a posé nettement que la prévention reprenne aux Bruyères, et au bout des Pavés... deuxième chose : que pour le Bout des Landes, il y ait un local adapté de construit, soit pour les adultes, soit pour les enfants, pour que ce soit viable... Troisième chose : le redémarrage du Centre Social du Bout des Pavés".

Mais pour le moment encore, toujours des promesses "pour la prévention, on a eu des bruits comme quoi ça pouvait redémarrer" mais avec des problèmes car la DDASS exige que les éducateurs aient leur diplôme, alors que certains éducateurs qui habitent et sont respectés aux Bruyères n'en ont pas.

En outre, les gens des Bruyères souhaitent que ce soit un organisme (l'A. P. S.) qui soit chargé de faire redémarrer la prévention.

Pour le centre social du Bout des Pavés "deux animateurs sont inscrits sur le prébudget de l'office des centres sociaux, pour les travaux, on verra... mais rien de sûr".

Pour le centre social du Bout des Landes, "il faut que les habitants fassent un dossier pour un agrandissement..."

Donc, des promesses, mais le temps presse : "il faut que ça soit rapide, car quand il y a une habitude de fréquentation d'un centre ça va... mais dès que les gens l'ont perdue, ou on fait une expérience malheureuse c'est dur pour redémarrer".

Pour les habitants du quartier et les travailleurs sociaux, il est temps que les pouvoirs publics prennent leurs responsabilités, autrement l'amorce de vie collective du quartier sera détruite. Mais cette vie collective, la veulent-ils vraiment ?

Correspondant APL

**P. S.** : La droite tient le conseil général et est responsable de la prévention. La gauche tient bien sûr la Municipalité mais aussi l'office des centres sociaux, et l'office HLM, et est responsable des centres sociaux et des animateurs du centre.

Le Conseil Général aurait débloqué des postes d'éducateurs pour la prévention à Nantes Nord. Mais, pour les autres quartiers ou les mêmes problèmes se posent, rien n'est réglé.

# CHATEAUBRIANT : C.E.S. ET LYCÉE EN GRÈVE

## quelles perspectives ?

Depuis le 20 septembre au C. E. S., depuis le 24 au lycée, profs et surveillants sont en grève.

Au C. E. S. les profs grévistes (60 %) exigent le réemploi de deux M. A. ayant travaillé dans l'établissement l'an dernier et chômeurs cette année.

Leur action (délégation au rectorat, manif à la sous-préfecture) se heurte à l'attitude butée du recteur, qui appliquant à la lettre une circulaire d'Haby refuse de réemployer les M. A. qui ont moins de 10 mois d'ancienneté.

Les délégations du C. E. S. ont fait apparaître que leur établissement avait besoin de ceux deux M. A., que des heures ne sont pas assurées (Dessin technique, musique), que des heures supplémentaires sont imposées à des titulaires qui n'en veulent pas.

Nous savons aussi qu'il y a des postes vacants dans d'autres établissements.

Les profs et pionnes en grève au lycée n'ont toujours pas obtenu le M. A. qu'ils exigent pour résoudre le problème des heures supplémentaires imposées illégalement aux M. A. en poste, ainsi que celui du dédoublement d'une classe de 34 élèves en 1ère G 2, bureau (voir APL de la semaine dernière).

Les délégations (qu'elles soient massives ou pas) qui sont allées au Rectorat ont été accueillies par les portes fermées.

Vendredi 29 septembre, se joignaient aux grévistes les profs du C. E. S. Schumann de Chateaubriant, qui manque de locaux, de profs de gym pour plusieurs classes : les profs du SGEN du C. E. T. Guy Moquet, qui a besoin d'un M. A., de dédoublements de classes et qui n'a pas de bâtiment ; et enfin les profs du C. E. S de Saint Mars la Jaille, qui manque d'un prof de gym et qui a un M. A. qu'on a fait valser la semaine dernière...à Laval.

Ce jour-là a été choisi pour manifester à l'intérieur du lycée polyvalent Gut Moquet, parce que le CET (désormais dénommé par Haby "Lycée d'enseignement professionnel) recevait à l'occasion du XXème anniversaire de la mafia des transports routiers (il y a une section Routiers à Chateaubriant) le Secrétaire à la fonction publique, Ligot ; le Recteur, le Préfet, le député-maire Hunault ainsi que 200 petits et gros patrons de la région.

300 manifestants accueillant ce beau monde : les enseignants des quatre établissements de Chateaubriant et du C. E. S. de saint Mars la Jaille, en grève ; les élèves du lycée ainsi que des parents de la fédération Cornec et des représentants des U. L. CGT, CFTD.

Le vendredi matin, le recteur avait enfin répondu, espérant casser le mouvement en accordant une entrevue pendant la cérémonie (vers 17 H 30), alors que, sur son terrain (le Rectorat) il a toujours fermé la porte aux nez des délégués.

Ca a raté : la manif s'est bien tenue, a été représentée dans la presse ; les discours ont été quelque peu perturbés et les divertissements écourtés : Ligot et sa clique, à quelques mètres des manifestants, ne pouvaient pas ne pas voir ni entendre.

Bien sûr, le recteur a pris prétexte de la manifestation pour refuser l'entrevue qu'il avait accordée le matin ; par là-même, il a montré que son rendez-vous était une manoeuvre, il n'avait pas l'intention d'apporter réponse aux exigences des grévistes.

Vendredi soir, la grève a été reconduite en Assemblée Générale interlycées pour samedi, au C. E. S. Ville aux Roses et pour lundi 3 octobre aux Lycées et C. E. S.

Lundi, le Secrétaire Académique du S. G. E. N. doit être reçu par le Recteur ; le S. N. E. S. départemental

accompagné du Secrétaire, Ripoche, de la F. E. N. doit appuyer une nouvelle délégation au Rectorat.

Si la grève se poursuit, c'est pour que le mouvement soit relayé ; les syndicats doivent prendre leur responsabilité et, conformément à leurs déclarations, casser l'opération du rectorat, qui veut faire croire au recasement de tous les M. A. annoncé par Haby :

Dans un premier temps, à la rentrée,

renommé n'importe où et n'importe comment ceux qui avaient plus de 10 mois d'ancienneté (à peu près les 2/3).

Maintenant, c'est la normalisation : il les fait valser d'une ville à l'autre ; le dernier 1/3 n'est toujours pas renommé, il le renvoie à l'A. N. P. E. quant à ceux qui demandent pour la première fois un poste, il les ignore.

Information à vérifier : le lycée Camus de Nantes serait ou aurait été en grève ainsi que le C. E. S. de la Chapelle sur Erdre, pour les mêmes raisons.

correspondant A. P. L.

## LYCEE POLYVALENT Jean Perrin à REZE

mardi prochain:  
grève des agents d'intendance

MOTIF : chaque année depuis trois ans, un poste est supprimé malgré une augmentation de la charge de travail : l'année dernière sur-élévation des ateliers pour créer quatre salles supplémentaires.

Cette année, un nouveau baraquement en préfabriqué est construit alors qu'un poste d'agent non-spécialisé est supprimé.

BUT : L'ensemble des agents soutenus par leurs syndicats CGT, CFDT et FEN ont décidé de faire grève toute la journée de mardi afin d'obtenir le rétablissement du poste supprimé.

Ils sont soutenus dans leur action par le personnel des laboratoires et le corps enseignant de l'établissement qui feront un débrayage de solidarité.

Qui fera manger les 850 élèves le mardi midi ? Jacques Borel peut-être ?

Le correspondant lycée de REZE

bonjour/mon sieur/Recteur que l'bonheur soit chez vous  
j'voudrais savoir si vous pensez à nous  
j'voudrais savoir si je suis renommé  
pour e-ri-ter les grév's il-li-mi-tées

## La complainte du maître auxiliaire (m.a.)

### 1) LE M. A.

Bonjour monsieur l'Recteur, que l'bonheur soit chez vous  
j'voudrais savoir si vous pensez à nous  
j'voudrais savoir si je suis renommé pour éviter les grèv's illimitées

### 2) LE RECTEUR

M. A. mon pauvr' M. A. mon coeur est bien pour toi  
c'est pas d'ma faut' si je n'ai rien pour toi  
car M'sieur Haby a dit à la radio que les M. A. avaient tous du boulot

### 3) LE M. A.

Mais Monsieur le Recteur, depuis 10 jours j'suis là  
tous les matins j'poirotte au rectorat  
Et on me dit : "nous on n'peut pas fair' mieux  
en attendant, va à l'A. N. P. E."

### 4) MORALITE

Attention, aujourd'hui, on n'est pas très nombreux  
à l'avenir on saura bien fair' mieux  
Malgré vos grill's qui barr'nt notre chemin  
quand on s'ra bien unis vous n'y pourrez plus rien.

(sur l'air de "Gallic")

Les grévistes du C. E. S. "La ville aux Roses" CHATEAUBRIANT.

## GROUPE DE RESISTANCE ET D'INFORMATION A LA MILITARISATION

Le G. R. I. M. veut participer, en relation avec l'I. C. I. (Insoumission collective Internationale) et les C. L. O. (comités de lutte des objecteurs) à une prise de conscience pour créer un courant d'opinion favorable à la suppression de toute armée (obstacle à tout mouvement populaire) et à la création d'une défense populaire (non-violente ?), nécessité pour parvenir à une société autogestionnaire et pour la protéger.

Rechercher, informer, alerter, dénoncer, soutenir et organiser la Résistance à la Militarisation, tout cela demande beaucoup de forces, et nous sommes bien peu nombreux, sans trop de moyens (pourtant, plus on est de fous, et plus on rit !).

Vous êtes convaincus comme nous que ce combat est nécessaire. Votre action et votre soutien seront utiles.

Vous pouvez participer à la vie de notre groupe.

**PERMANENCES** : tous les jeudis au local, 59 rue des Hauts-Pavés à 20 H 30.

**REUNIONS DE TRAVAIL** : tous les mercredis à partir de 20 H 30 (1'heure du GRIM).

Le 19 octobre, 5 nantais renvoyeurs de livret militaire (dont Claude Bouyer, Pierre Douaisi, Yannick Rolland) seront jugés en appel à Rennes.

Ils avaient été condamnés le 30 mars dernier à 500 F. d'amende et 5 ans de privation des droits civiques.

Jo Cassard, insoumis arrêté le 28 mai 77, libéré provisoirement le 16 juin après 19 jours de grève de la faim sera jugé bientôt par le T. P. F. A. de Rennes.

Il est inculté d'insoumission et de refus d'obéissance, il risque deux ans d'emprisonnement pour ce délit d'opinion.

Nous avons besoin de têtes et de bras pour assurer le soutien à ces camarades qui ont fait le pas de la désobéissance active, pour organiser la popularisation de leur lutte.

NOUS VOUS INVITONS A UNE REUNION DE SOUTIEN le mercredi 5 octobre à 20 H 30 à la Fraternité Protestante.

En cherchant dans vos fonds de tiroir, peut-être retrouverez-vous de vieux livrets militaires !

Nous avons besoin aussi d'argent (le GRIM ne pas !)

GCP : Phillippe Penau 407111 W Nantes.

GRIM - groupe de renvoyeurs de livrets militaires.

### IDEOLOGIE - CULTURE - A NANTES - IDEOLOGIE - CULTURE

Le mercredi 5 octobre 77 à 20 H AU Foyer de la Jeune Travail-leuse, Place Sainte Elisabeth (près de la poste), Salle Mexique, 2 ème étage (NANTES), aura lieu l'assemblée générale constitutive d'une association (loi de 1901) destinée à susciter, promouvoir des interventions, des luttes... dans le domaine idéologique et de la culture à Nantes.

# CULTURE : gauche droite!... gauche droite

## L'ellipse

Vous posez, dans votre numéro du 26 septembre, le problème de la participation des universitaires de gauche à la "magouille" de la droite, qui a mis en place le Globe avant l'arrivée de l'Union de la gauche à la Mairie de Nantes : "Sparfel va manoeuvrer pour faire en sorte que le Globe paraisse être une création des universitaires de préférence de gauche. Ceux-ci, face aux conditions draconiennes imposées par Sparfel pour toute activité culturelle vont entrer dans le jeu".

En fait, avant même la venue de Sparfel, des profs de Lettres (appartenant à la majorité du P. S., et quelque'un du CERES), piégés par leur conception de la culture et leur participationnisme, ont proposé dès la rentrée 1974 un ensemble d'activités qui ne pouvait que s'inscrire dans une politique de droite ; ce sont les Briolet, Chauveau, Defoix etc... qui ont été à l'initiative d'une association culturelle, l'Ellipse, dotée d'une structure qui s'inserrait parfaitement dans l'Université telle qu'elle était et méritait bien les applaudissements de la Présidence : conseil d'administration à prédominance enseignante avec pouvoir décisionnel, assemblées générales fermées où le poids professoral aboutissait à une véritable censure ; au nom de la loi de 1901 on refusait officiellement aux participants de l'association toute prise de position politique, mais on faisait dépendre l'Ellipse du pouvoir universitaire établi, puisqu'on obtenait des crédits par la section de français, prenant ainsi du fric sur un budget pédagogique ; les enseignants imposaient leur publicité (pièces d'Anouilh, de Claudel, musique classique et moderne, chorale, rien que du "neutre") pendant les cours et lors des réunions d'entrée universitaire.

## L'ellipse s'éclipse...

Bien sûr l'Ellipse a été reconnue par la Présidence et la Maison de la Culture et ce n'est pas un hasard si elle s'est éclipsée pour faire place au Globe

l'an dernier ; il faut dire que les membres étudiants fatigués par la culture style patronnage moderniste avaient déserté ; les meilleurs (ils sont peu) avec les profs initiateurs de l'Ellipse ont rejoint naturellement le Globe.

L'association l'Ellipse, bien qu'absorbée dans le Globe, est d'ailleurs réapparue en Lettres au mois de mai 1977 pour obtenir de nouveaux crédits de la section de français pour des concerts ou des affiches de concert, au moment où le P. S. et ses sympathisants - qui ont pris dans la même période la direction de la section - entérinaient les normes GARACES, nouvelles dispositions ministérielles qui, sans avoir caractère de loi, complètent l'application de la réforme Soisson des Universités et aboutissent contrairement à la réduction des crédits, au retour des cours en amphis de 200 étudiants, supprimés depuis 1968, ainsi qu'au licenciement des enseignants titulaires, chargés de cours pour l'instant, assistants plus tard.

## magouilli et magouillo vont en bateau

Dans cette perspective les associations populaires n'ont rien à voir avec les associations universitaires, car celles-ci, du moins en Lettres, entrent jusqu'à ce jour dans la politique globale pédagogique, culturelle, locale de la bourgeoisie.

Le Globe est tenu et cautionné par des intellectuels, de droite et de gauche, qui ont la même conception anti-populaire de la culture.

On peut donc difficilement parler de magouilles des uns par rapport aux autres.

Groupe Intervention Lettres (G. I. L.)



# ANTIROUILLE



au secours!

Un mensuel qui rame à contre courant de la presse débile (Salut les Copains and co...) pour jeunes, depuis deux ans.

150 000 lecteurs et 35 000 acheteurs, plus de 600 correspondants.

Des textes (poèmes, dessins, courrier) ; des enquêtes écrites par les jeunes eux-mêmes qui luttent ou essaient de vivre autre chose dans leur lycée, usine, CET, campagne, quartiers.

C'est une diffusion considérable mais quand on veut faire un journal

de qualité (maquette, couleurs etc...) c'est trop face aux NMPP (les nouvelles messageries parisiennes de presse) qui sucent 30 à 40 à du prix du numéro.

- un prix réduit (6 F. pour un mensuel ;
- et le tout sans publicité !

Alors, voilà, ils ont un "trou" de 20 millions qui les oblige à suspendre leur parution.

Le prochain numéro est prévu pour le 29 septembre si votre soutien financier arrive !

ABONNEZ VOUS : 50 F. par an (avec un disque en prime ou des B. D.)

SOUSCRIVEZ à l'ordre d'ANTIROUILLE CCP 35 12 475 Y LA SOURCE.

## théâtre du

## Galion

Pour répondre à la demande des enseignants (surtout instit'), les pièces de la troupe ont été autoéditées :

- "Le petit soldat de paille"
- "L'oiseau du matin"
- "A Pampelune derrière la lune"

Cette dernière pièce, créée pour la première fois au dernier Festival d'Avignon, est accompagnée d'un disque.

LUNDI 3 OCTOBRE

Journée d'animation ISP rue Bournigal POUZAUGES.

MARDI 4

"A Pampelune derrière la lune"  
14 H 30 à POUZAUGES (Vendée).

MERCREDI 5

"A Pampelune derrière la lune"  
M. J. C. La Bouvardière SAINT HERBLAIN.

JEUDI 6

"L'oiseau du matin" 14 H

"Le petit soldat de paille" 21 H Nouvel office culturel de SAINT SEBASTIEN.

VENDREDI 7

"Le petit soldat de paille" 21 H PORNIC.

SAMEDI 8

"Le petit soldat de paille" 21 H FEGREAC.

## La thèse des 3 mondes

### une thèse marxiste-leniniste

Conférence débat de l'Organisation Communiste de France (marxiste-léniniste).

Avec Jacques LANCIER, membre du comité de rédaction du "Drapeau rouge", journal de l'O. C. F. (ml).

Le vendredi 14 octobre à 20 H à la Fraternité Protestante 9 rue Amiral Duchaffault NANTES.

section Nantes de l'OCF (ml).

